

(N° 243.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1923.

Projet de loi

étendant au Congo Belge la juridiction de la Cour de Cassation et modifiant l'article 29 de la loi sur le gouvernement du Congo Belge.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La réforme que le projet est destiné à réaliser a pour but de restituer à la Cour de Cassation une juridiction qui lui revient naturellement. Aux termes du décret des 27 novembre-1^{er} décembre 1790, cette juridiction lui appartenait pour tout « l'empire » et, à ce titre, elle lui a toujours été reconnue en France à l'égard des colonies françaises (1).

La Commission de revision de la Constitution (art. 93, al. 1^{er}) a estimé en 1921 que « sans l'article premier, alinéa 4 (de la Constitution Belge révisée) (2), automatiquement, par le fait même de la reprise, la juridiction de » cassation du Conseil Supérieur disparaissait pour passer à la Cour de » Cassation de la métropole » (3).

C'est pour cette raison qu'une loi suffit, mais est nécessaire, en vue de substituer au contrôle juridictionnel du Conseil Supérieur sur les décisions des Tribunaux congolais, le contrôle de la Cour Suprême. Un décret ne pourrait suffire, pour cette autre raison encore, que la réforme envisagée étend la compétence de la Cour de Cassation au territoire congolais, et par conséquent, modifie cette compétence telle qu'elle est déterminée par la loi.

Au Congo, ce contrôle n'existe, on le sait, à l'heure actuelle qu'en matière civile et commerciale (4). C'est dans cette même mesure qu'il convient

(1) *Archives parlementaires*, tome XX, pages 331, 371 et 484. — DALLOZ, Rép. V. Cassation, pages 22 et 27. — FUZIER HERMAN, V. Cassation (mat. civ.). N° 546.

(2) Les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir, sont régis par des lois particulières.

(3) Doc. ch. 6 mai 1921, n° 254, p. 5.

(4) Décret du 16 avril 1889, art. 2 (Codes LOUWERS, p. 1462).

d'étendre, dès à présent, au Congo, la juridiction de la Cour de Cassation.

Telle est la portée de l'article premier, alinéa premier, du projet.

Les seules décisions des Tribunaux du Congo, statuant en matière civile et commerciale, qui pourront faire l'objet d'un pourvoi sont celles des Tribunaux de première instance et d'appel. Le peu d'importance relative des litiges jugés en dernier ressort par les autres juridictions et l'inconvénient de la prolongation de procès d'importance minime, justifient, semble-t-il, la limitation apportée au principe.

On se tromperait, d'ailleurs, en considérant le pourvoi en cassation comme institué dans l'intérêt des parties. « Le Tribunal de cassation n'est point » tribunal de justice », disait Gossin à l'Assemblée Constituante. « Ce n'est » pas l'intérêt des plaideurs, mais l'intérêt de la loi qui est l'objet de son » institution » (1).

« La Cour de Cassation, a déclaré RAIXEM, rapporteur au Congrès National, au cours de la discussion de l'article 95 de la Constitution belge, « n'est » pas instituée dans l'intérêt des particuliers, mais dans l'intérêt seul de la » loi » (2). Il n'y a donc rien d'anormal à ce que le législateur, s'inspirant de l'utilité publique, ne soumette au contrôle de la Cour Suprême que les décisions judiciaires les plus importantes.

Il est cependant à prévoir que la nécessité d'étendre à d'autres demandes ou à d'autres matières la compétence de la Cour de Cassation, au Congo, pourrait apparaître tôt ou tard. Ainsi, il pourrait être jugé opportun de lui permettre de statuer sur d'autres demandes en cassation en matière civile ou commerciale (par exemple au cas où de nouvelles juridictions seraient créées en Afrique) ou bien de lui permettre de prononcer sur des demandes en d'autres matières (poursuites contre les décisions des Tribunaux répressifs, renvoi d'un Tribunal à un autre, règlements de juges, conflits d'attributions, prises à partie, etc. (3).

Tout ce champ reste, aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 2 du projet, ouvert à la législation par décret, plus rapide et plus souple, mieux appropriée, par conséquent, aux conditions changeantes d'une colonie en voie de transformation. Une longue expérience a montré l'utilité de cette manière de faire les lois pour les colonies et le législateur de 1908 l'a consacrée dans l'article 7 de la « Charte Coloniale ».

(1) *Archives parlementaires*, tome XVII, p. 757 (séance du 12 août 1790).

(2) Séance du 21 janvier 1851 (HUYTENS. *Discussion du Congrès National*, tome II, p. 228. Voyez encore E. PICARD, *Quelques réflexions sur le droit et le fait en Cour de Cassation*, introduction au tome CXI des P. B., p. XVII. La tendance à transformer la Cour de Cassation en troisième degré de juridiction, écrit-il, « méconnaît directement le but de l'institution ». Sa mission est de maintenir « l'unité de la Législation dans son application » par les décisions de la Jurisprudence », cette mission est « provoquée en général par » l'intervention des plaideurs privés » dont « la vigilance peut, en cette matière, être plus » efficace que celle des Officiers du Ministère public », etc.

(3) Quant à la revision (art. 443 et suiv. I. Cr.) et quant à la compétence spéciale attribuée au Conseil Supérieur par les articles 57 et 58 du décret du 27 avril 1889 (Codes Louwers, p. 1470), la Commission pense qu'il conviendrait de régler ces matières sans attribuer compétence à la Cour de Cassation.

La procédure de cassation est fixée par des dispositions nombreuses et fort enchevêtrées, datant en partie, des régimes antérieurs à la Révolution de 1850. Toute modification à ces règles traditionnelles, soit dans le domaine de la compétence ordinaire de la Cour de Cassation, soit dans le domaine de ses attributions exceptionnelles, serait une œuvre périlleuse. Aussi, convient-il de décider, en principe, que ces règles seront suivies dans l'exercice de la juridiction coloniale de la Cour de Cassation, peu importe qu'elle ait reçu ses pouvoirs dans cette sphère, directement de la loi, ou bien d'un décret pris en vertu de la loi.

Les règles dont il s'agit ici (article 2, alinéa 1^{er} du projet) sont celles de la procédure, entendue dans le sens le plus large qui puisse être donné à ce terme. C'est par application de l'article 2, alinéa 1^{er}, que la Cour Suprême, saisie d'un pourvoi contre une décision d'un Tribunal ou d'une Cour du Congo, ne pourra la casser que si elle contient quelque contravention expresse à la loi ou a été rendue sur une procédure dans laquelle les formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité ont été violées (1).

C'est en vertu du même texte que la Cour de Cassation ne connaîtra pas du fond des affaires jugées au Congo et qu'elle pourra être saisie d'un pourvoi, formé dans l'intérêt de la loi, contre les décisions sujettes à cassation.

Dans le cas prévu par la loi du 7 juillet 1865, le Juge du fond se conformera à la décision de la Cour de Cassation. D'une façon générale, il y aura lieu de suivre toutes les règles métropolitaines relatives aux formes des pourvois ainsi qu'à l'examen et au jugement des demandes en cassation.

Provisoirement, les délais et notamment le délai fixe de trois mois, accordé en matière civile, par l'article 4 de l'arrêté du 15 mars 1815, pour se pourvoir en cassation, sera observé. La situation des Belges résidant au Congo ne sera pas pire à cet égard que celle des Belges résidant à l'étranger. Si une loi nouvelle venait modifier la procédure ou les délais en Belgique, ces dispositions s'appliqueraient *de plano* aux pourvois contre les décisions des Tribunaux de la Colonie. Mais le Roi aura la faculté, dans les formes prévues par la « Charte Coloniale », de modifier les délais légaux (article 2, alinéa 2, du projet).

Aux termes de l'article 2, alinéa 5, un décret peut déclarer applicables en matière répressive, les dispositions des alinéas un et deux de l'article 421 *ancien* du Code d'instruction criminelle et supprimer l'effet suspensif du pourvoi sur les condamnations à l'amende, aux frais, etc. L'effet suspensif du pourvoi, alors qu'à raison des distances un long délai s'écoule forcément jusqu'à la réception de l'arrêt, pourrait avoir pour conséquence d'énervier l'action de la justice. L'exécution nonobstant pourvoi, lorsqu'il s'agira du paiement d'amendes ou de frais, ne causera pas au condamné un préjudice

(1) Le point de savoir si et moyennant quelles conditions un pourvoi basé sur une contravention au droit des gens, c'est-à-dire à un traité ou sur une contravention aux coutumes locales ou aux principes généraux du droit (cf. décret du 16 avril 1889, art. 2, Codes Louwers, p. 1462 et ordonn. du 14 mai 1886, art. 1^{er}, *ibidem*, p. 245) sera recevable, est abandonné à la jurisprudence.

irréparable, puisque la restitution sera toujours possible dans l'hypothèse de la cassation.

Lorsqu'il s'agira d'une peine privative de la liberté, l'application des règles établies par l'article 421 du Code d'instruction criminelle (alinéas 1 et 2) et restées en vigueur en Belgique jusqu'en 1866, fournira les garanties nécessaires.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 2 prévoient les seuls cas où, en matière de procédure, un décret pourra déroger à la loi.

L'alinéa 4 de l'article 2 autorise le renvoi, soit devant une juridiction de la métropole, soit devant une juridiction de la Colonie. Les formes suivies dans chaque cas seront évidemment celles de la *lex fori*.

L'innovation fondamentale consacrée par l'article premier en entraîne une autre, que vise l'article 5.

Aux termes de l'article 29 de la Charte Coloniale (loi du 18 octobre 1908), les décisions rendues en matière civile et commerciale par les Tribunaux siégeant dans la Colonie ne deviennent exécutoires en Belgique qu'après octroi de l'exequatur, par le tribunal de première instance, moyennant quatre conditions, analogues à celles exigées par la convention franco-belge du 8 juillet 1899 (art. 11).

Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 18 octobre 1908 que le législateur, tout en reconnaissant « les efforts constants et consciencieux faits pour recruter en faveur de la Colonie de bons magistrats » a pensé qu'« à cette heure des débuts (1908), des décisions bien imparfaites peuvent encore être rendues. » (1)

Sans examiner si cette raison était bonne ou mauvaise, et si elle suffisait à motiver le système consacré par l'article 29, on doit reconnaître que la justice au Congo est à la hauteur de sa tâche ; la nomination des magistrats est, d'ailleurs, subordonnée à des conditions sévères, parmi lesquelles il faut citer la nécessité de satisfaire à un double examen, l'un préalable à la nomination comme magistrat à titre provisoire, l'autre à la promotion à la magistrature à titre définitif. Le contrôle de la Cour de Cassation constituera, d'ailleurs, en lui-même, une garantie capitale de la bonne administration de la justice civile et commerciale au Congo.

D'autre part, il serait tout au moins singulier de soumettre au contrôle de la Cour de Cassation en Belgique des décisions qui y sont en principe dépourvues de force exécutoire, comme si elles émanaient d'un Juge étranger. Le maintien de l'exequatur conduirait aussi à de graves difficultés dans l'hypothèse, qu'il n'eût pas été possible d'éviter, où simultanément, une partie aurait demandé l'exequatur au Tribunal de première instance et où la partie adverse se serait pourvue en cassation. Le Tribunal et la Cour Suprême, chargés de vérifier les mêmes points (à savoir ceux énumérés sous les nos 2, 3 et 4 de l'art. 29, al. 5) auraient pu les apprécier différemment, ce qui eût fait naître une situation choquante, surtout dans le cas de rejet du pourvoi et de refus de l'exequatur.

(1) HALEWYCK. — *La Charte Coloniale*, n° 424.

Quant au point mentionné sous le n° 1 de l'article 29, alinéa 3, il est à peu près impossible d'imaginer des cas pratiques où l'exécution d'une décision congolaise en Belgique pourrait y porter atteinte à l'ordre public.

Les décisions des Tribunaux des colonies françaises et hollandaises ont, de plein droit force exécutoire en France et aux Pays-Bas, respectivement. En fait, il n'y a guère lieu de craindre que la législation congolaise contienne des dispositions contraires à l'ordre public ou aux principes du droit public belge, car elle est l'œuvre du législateur métropolitain ou du Roi, assisté du Conseil Colonial, et d'autre part, il n'y a pas de raison pour que nous montrions moins de confiance dans notre magistrature coloniale que nos voisins dans celle de leurs possessions d'outre-mer.

L'article 4 du projet permettra de fixer une date d'entrée en vigueur simultanée de la loi, en Belgique et au Congo. Cette disposition est nécessaire en vue de l'application de la *disposition transitoire*.

Il suffira de rappeler, pour justifier cette dernière, que le pourvoi en cassation devant le Conseil Supérieur se forme par exploit contenant assignation à comparaître (art. 70 du décret du 4 mai 1891, Codes Louwers 1913, p. 1511) et non par dépôt au greffe de la Cour d'un mémoire introductif et de la copie signifiée de la décision attaquée, comme en Belgique (arrêté du 13 mars 1813, art. 5).

Le Ministre de la Justice,

F. MASSON.

Le Ministre des Colonies,

LOUIS FRANCK.

(6)

(4)
(N° 243.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 APRIL 1923.

Wetsontwerp

waarbij het rechtsgebied van het Verbrekingshof tot Belgisch-Congo uitgebreid,
en artikel 29 van de wet op het Beheer van Belgisch-Congo gewijzigd wordt.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De hervorming dat het ontwerp geroepen is te verwezenlijken, heeft ten doel aan het Verbrekingshof een rechtsgebied terug te geven dat het van nature toekomt. Luidens het decreet van 27 November-1 December 1790, behoorde dit rechtsgebied het voor gansch « het keizerrijk », en werd het, uit dien hoofde, steeds in Frankrijk toegekend met betrekking tot de Fransche koloniën (1).

De Commissie voor de herziening der Grondwet (art. 93, lid 1), achtte, in 1921, dat « zonder artikel één, lid 4 (van de herziene Belgische Grondwet) (2) de verbrekingsrechtsmacht van den Hoogeren Raad automatisch, » door het feit zelf der overname, verdween om over te gaan tot het Verbrekingshof van het Moederland (3). »

Daarom is eene wet voldoende maar noodzakelijk, ten einde het toezicht van het Oppergerechtshof in de plaats te stellen van het rechtsmachtelijk toezicht van den Hoogeren Raad op de beslissingen der Congoleesche Rechtenbanken. Om deze reden nog dat de beoogde hervorming de bevoegdheid van het Verbrekingshof tot het Congoleesch grondgebied uitbreidt en, diensvolgens, deze door de wet bepaalde bevoegdheid wijzigt, kan een decreet niet volstaan.

(1) Parlementaire bescheiden, boekdeel XX, bl. 551, 571 en 484. DALLOZ, rep. V. Cassat., bl. 22 en 27. — FUZIER-HERMAN, V. Cassation (Mat. Civ.) N° 546.

(2) De koloniën, overzeesche bezittingen of protectoraten die België kan verwerven, worden door bijzondere wetten beheerscht.

(3) Kamerbesch : 6 Mei 1921, N° 254, bl. 3.

Zooals men het weet, bestaat thans in Congo dit toezicht enkel in burgerlijke- en handelszaken (1). Het is in diezelfde mate dat, van nu af, het rechtsgebied van het Verbrekingshof tot Congo moet worden uitgebreid.

Dusdanig is de draagwijdte van artikel één, lid één, van het ontwerp.

De eenige in burgerlijke- en handelszaken uitspraak doende beslissingen der Rechtbanken van Congo die het voorwerp van eene voorziening kunnen uitmaken, zijn die der Rechtbanken van eersten aanleg en van beroep. De betrekkelijk geringe belangrijkheid der geschillen door de andere rechtsmachten in laatsten aanleg beslecht, en de hinder veroorzaakt door de verlenging van pleitzaken van geringe belangrijkheid, wettigen, zoo het schijnt, het aan het grondbeginsel toegebracht perk.

Men zou zich overigens vergissen, moest men de voorziening in verbreking aanzien als zijnde ingesteld in het belang der partijen. « De Verbrekingsrechtbank is geenszins politierechtbank » zegde Gossin in de « Assemblée Constituante ». « Niet het belang der pleiters maar het belang der wet heeft hare instelling ten doel (2). »

« Het Verbrekingshof, verklaarde RAIXEN, verslaggever bij het Nationaal Congres, in den loop der bespreking van artikel 93 van de Belgische Grondwet, « is niet in het belang der private personen, maar in het enkel belang der wet ingesteld » (3). Er is dus niets abnormaals in het feit dat de wetgever, zich latende geleiden door het openbaar belang, slechts de belangrijkste rechterlijke beslissingen aan het toezicht van het Oppergerechthof onderwerpt.

Het is echter te voorzien dat de noodzakelijkheid de bevoegdheid van het Verbrekingshof in Congo tot andere eischen of tot andere zaken uit te breiden, zich vroeg of laat zal kunnen doen gevoelen. Zou zou het kunnen gepast blijken het toe te laten over andere eischen in verbreking in burgerlijke — en handelszaken te beslissen (bij voorbeeld, in geval van oprichting in Afrika van nieuwe rechtsmachten) ofwel het toe te laten uitspraak te doen over eischen in andere zaken (voorziening tegen de beslissingen der beteugelende Rechtbanken, verzending van eene Rechtbank naar eene andere, gerechtsregeling, geschil omtrent ambtsbevoegdheid, verhaal tegen gerechtelijke ambtenaren, enz. (4).

(1) Decreet van 16 April 1889, art. 2 (Codes Louwers, bl. 1462).

(2) *Parlem. bescheiden*, boekdeel XVII, bl. 757. (Zitting van 12 Augustus 1790.)

(3) Zitting van 21 Januari 1831 (HUYTENS, *Discussion du Congrès National*, boekdeel II, bl. 228). Zie ook E. PICARD, *Quelques réflexions sur le droit et le fait en Cour de Cassation*, inleiding tot boekdeel CXI der P. B., bl. XVII. De strekking het Verbrekingshof in derden graad van rechtsmacht te hervormen, schrijft hij, « miskent rechtstreeks het doel der instelling ». Zijne ze ding is de handhaving der eenheid der Wetgeving in hare toepassing door de beslissingen der rechtsspraak, deze zending is, « in het algemeen uitgelokt door de tussehenkomst » der private pleiters » waarvan « de waakzaamheid, te dezer zake, doelmatiger kan zijn dan » die der Ambtenaren van het Openbaar Ministerie », enz.

(4) Voor wat de *herziening* betreft (art. 445 en volg., Wetb. van Strafvord.), en voor watangaat de bijzondere bevoegdheid aan den Hoogerem Raad toegekend door artikelen 57 en 58 van het decreet van 27 April 1889 (Codes Louwers, bl. 1470), is de Commissie van oordeel dat die zaken zouden moeten geregeld worden zonder het Verbrekingshof bevoegdheid toe te kennen.

Luidens artikel één, lid 2, van het ontwerp, blijft gansch dit ruim veld tot de wetgeving per decreet geopend, sneller en leniger, diensvolgens meer geschikt voor de veranderlijke voorwaarden eener hervorming-ondergaande kolonie. Eene lange ondervinding heeft het nut doen uitschijnen op die wijze de wetten voor de kolonie te vervaardigen, en de wetgever van 1903 heeft haar in artikel 7 van de « Koloniale Akte » gehuldigd.

De rechtsvordering in verbreking is vastgesteld door talrijke en zeer ingewikkelde bepalingen, dagteekenend, ten deele, van de stelsels in voege vóór de Omwenteling van 1830. Iedere wijziging aan die gebruikelijke regelen, hetzij op het gebied van de gewone bevoegdheid van het Verbrekingshof, hetzij op het gebied zijner uitzonderlijke bevoegdheid, zou eene gevaarlijke daad daarstellen. Ook dient, in grondbeginsel, beslist dat die regelen in de uitoefening der koloniale rechtsmacht van het Verbrekingshof hunne toepassing zullen vinden, zonder aanzien of het zijne rechten in dit vak rechtstreeks door de wet ofwel door een uit kracht der wet genomen decreet ontving.

De regelen waarvan hier spraak is (artikel 2, lid 1 van het ontwerp) zijn die der rechtspleging, opgevat in den breedsten zin die aan die uitdrukking kan gegeven worden. Het is bij toepassing van artikel 2, lid 1, dat het Opper-gerechtshof aan wien de kennisneming van eene voorziening tegen eene beslissing van eene Rechtbank of van een Hof van Congo is opgedragen, haar niet zal kunnen verbreken, tenzij zij eenige uitdrukkelijke overtreding der wet bevatte, of tenzij er uitspraak werd gedaan op eene rechtspleging waarvan de wezenlijke op of straf van nietigheid voorgeschreven vormen overtreden werden (1).

Het is krachtens denzelfden tekst dat het Verbrekingshof geen kennis zal nemen van de in Congo beslechte zaken, en dat het kennis zal kunnen nemen van eene in het belang der wet, tegen de aan verbreking onderworpen beslissingen ingediende voorziening.

In het bij de wet van 7 Juli 1865 voorziene geval, zal de rechter ten gronde zich gedragen naar de beslissing van het Verbrekingshof. Over het algemeen, zal er aanleiding bestaan al de regelen van het moederland te volgen aangaande de vormen der voorzieningen, alsmede het onderzoek en het vonnis der eischen in verbreking.

Voorloopig zullen de termijnen, en namelijk de vaste termijn van drie maanden, vastgesteld door artikel 4 van het besluit van 15 Maart 1815 om zich in verbreking te voorzien, nageleefd worden. De toestand der in Congo verblijvende Belgen zal, te dien opzichte, niet slechter zijn dan die der Belgen die in het buitenland verblijven. Zoo eene nieuwe wet de rechtspleging of de termijnen in België wijzigde, zouden die schikkingen *de plano*

(1) Het punt te weten of en tegen welke voorwaarden eene op eene overtreding van het volkenrecht (d. w. z. een verdrag of op eene overtreding van de plaatselijke gebruiken of aan de algemeene beginselen van het recht (cf. decreet van 16 April 1889, art. 2, — Codes Louvers, bl. 1462 en bevel van 14 Mei 1886; art. 1, ibidem, bl. 245), — steunende voorziening, ontvankelijk zal zijn, wordt aan de rechtsspraak overgelaten.

toepasselijk zijn op de voorzieningen tegen de beslissingen der Rechtbanken van de Kolonie. Maar de Koning zal het vermogen bezitten, in de door de « Koloniale Akte » voorziene vormen, de wettelijke termijnen te wijzigen (art. 2, lid 2, van het ontwerp).

Luidens artikel 2, lid 3, kan een decreet de schikkingen van alinea's 1 en 2 van het *oud* artikel 421 van het Wetboek van strafvordering, in betengelende zaken toepasselijk maken, en het schorsend uitwerkstel van de voorziening op de veroordeelingen tot de boete, de kosten, enz. intrekken. Het schorsend uitwerkstel van de voorziening zou tot de verslapping der gerechtswerking kunnen geleiden, daar, om wille der afstanden, noodzakelijkerwijze een langen termijn verloopt vóór het ontvangen van het arrest. Zoo het het betalen der boeten en der kosten geldt, zal de uitvoering ondanks voorziening den veroordeelde geene onherstelbare schade berokkenen, daar, in de onderstelling der verbreking, de teruggave altijd mogelijk zal zijn.

Indien het eene vrijheidsontnemende straf geldt, zal de toepassing der bij artikel 421 van het Wetboek van strafvordering (alinea's 1 en 2) bepaalde regelen, tot in 1866 in België van kracht gebleven, voldoende waarborgen leveren.

Alinea's 2 en 3 van artikel 2 voorzien de enkele gevallen waarin, in zake rechtspleging, een decreet van de wet zal mogen afwijken.

Lid 4 van artikel 2 laat de verzending toe, hetzij vóór eene rechtsmacht van het moederland, hetzij vóór eene rechtsmacht der Kolonie. De in elk geval gevolgde vormen zullen klaarblijkelijk die zijn der *lex fori*.

De door artikel één gehuldigde hoofdzakelijke nieuwigheid brengt er eene andere mede, waar artikel 3 naar streeft.

Luidens artikel 29 van de « Koloniale Akte » (wet van 18 October 1908), zijn de in Congo zetelende rechtbanken in burgerlijke- en handelszaken uitgesproken beslissingen in België slechts uitvoerbaar, na toekenning, door de Rechtbank van eersten aanleg der uitvoerverklaring, en dit onder vier voorwaarden gelijkaardig aan die welke vereischt worden door het franco-belgische verdrag van 8 Juli 1899 (art. 11).

Uit de voorbereidende werkzaamheden van de wet van 18 October 1908 blijkt dat de wetgever, alhoewel erkennende dat « gestadige en nauwgezette krachtinspanningen aan den dag werden gelegd om ten bate der Kolonie goede magistraten aan te werven » gedacht heeft dat « in dit aanvangstijdsperk (1908), nog zeer onvolmaakte beslissingen kunnen worden geveld » (1).

Zonder te onderzoeken of deze reden gegrond of ongegrond was, en of zij voldoende was om het door artikel 29 gehuldigd stelsel te wettigen, moet men erkennen dat het Gerecht in Congo op de hoogte van zijne zending is; de benoeming der magistraten is overigens aan strenge voorwaarden onderworpen, waaronder men moet aanstippen: de noodzakelijkheid aan een dubbel examen te voldoen, waarvan het ééne de benoeming als magistraat te voorloopigen titel, het andere de bevordering tot

(1) HALEWYCK, *La Charte Coloniale*, n^o 424.

de magistratuur te bepaalden titel voorafgaat. Het toezicht van het Verbrekingshof zal, daarenboven op zichzelf een voorname waarborg van het goed beheer van het burgerlijk- en handelsrechtswezen in Congo daargestellen.

Het zou anderzijds eigenaardig voorkomen aan het toezicht van het Verbrekingshof in België beslissingen te onderwerpen die er, in grondbeginsel, ontbloet zijn van uitvoerende kracht, alsof zij van een vreemden rechter uitgingen. Het behoud der uitvoerverklaring zou ook tot groote bezwaren kunnen aanleiding geven, in de onderstelling, — overigens onvermijdelijk, — waar tegelijkertijd eene partij bij de Rechtbank van eersten aanleg de uitvoerverklaring zou hebben aangevraagd, en de tegenpartij zich in verbreking zou hebben voorzien. Belast met het onderzoek derzelfde punten. (namelijk die omschreven onder nummers 2, 3 en 4 van artikel 29, lid 3), zouden de Rechtbank en het Oppergerechtshof ze op tegenstrijdige wijze kunnen oordeelen, wat een aanstootelijke toestand in het leven zou roepen, bijzonderlijk in geval van verwerping der voorziening en van weigering der uitvoerverklaring.

. Wat het onder n^o 1 van artikel 29, lid 3, gemeld punt betreft, is het bijna onmogelijk zich praktische gevallen voor te stellen waarin de uitvoering eener Congoleesche beslissing in België er de openbare orde zou kunnen krenken.

De beslissingen der Fransche en Nederlandsche koloniale Rechtbanken hebben van rechtswege uitvoerbare kracht, respectievelijk in Frankrijk en in Nederland. Feitelijk is de vrees ongegrond dat de Congoleesche wetgeving tegen de openbare orde of tegen de beginselen van het Belgisch openbaar recht indruischende bepalingen bevatte, want zij is het werk van den wetgever des moederlands of des Konings, bijgestaan door den Kolonialen Raad en, er bestaat, anderzijds, geen rede opdat wij minder betrouwen zouden stellen in onze koloniale magistratuur dan onze bureu in die hunner overzeesche bezittingen.

Artikel 4 van het ontwerp zal de vaststelling van een gelijkelijken datum der in voege bringing der wet, in België en in Congo, toelaten. Deze bepaling is noodzakelijk met het oog op de toepassing der *overgangsbepaling*.

Om deze laatste te wettigen zal het voldoende zijn er aan te herinneren dat de voorziening in verbreking voor den Hoogerem Raad gevormd wordt door exploit houdende dagvaarding (art. 70 van het decreet van 4 Mei 1891. Codes Louwens, 1913, bl. 1511) en niet door nederlegging ter griffie van het Hof eener inleidende memorie en de beteekende kopij van de bestreden beslissing, zooals in België (besluit van 15 Maart 1815, art. 5).

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

De Minister van Koloniën,

Louis FRANCK.



(6)

PROJET DE LOI

étendant au Congo Belge la juridiction de la Cour de Cassation et modifiant l'article 29 de la loi sur le Gouvernement du Congo Belge.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres de la Justice et des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Nos Ministres de la Justice et des Colonies.

ARTICLE PREMIER.

La Cour de Cassation prononce sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière civile et commerciale, par les tribunaux de première instance et par les Cours d'appel du Congo Belge.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la Cour de Cassation en Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître.

ART. 2.

La juridiction attribuée à la Cour de Cassation aux termes de l'article

WETSONTWERP

waarbij het rechtsgebied van het Verbrekingshof tot Belgisch-Congo uitgebreid, en artikel 29 van de wet op het Beheer van Belgisch-Congo gewijzigd wordt.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van Justitie en van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen naam, door Onze Ministers van Justitie en van Koloniën, aan de Wetgevende Kamers voorgelegd worden.

ARTIKEL ÉÉN.

Het Verbrekingshof doet uitspraak over de eischen tot verbreking tegen de door de rechtbanken van eersten aanleg evenals door de Beroepshoven van Belgisch-Congo, in burgerlijke- en handelszaken, in laatsten aanleg gewezen uitspraken.

Een decreet bepaalt, binnen de perken der bevoegdheid van het Verbrekingshof in België, de andere eischen waarvan zij zal kennis nemen.

ART. 2.

De luidens de bepalingen uit voorgaand artikel aan het Verbrekings-

précédent s'exerce conformément aux règles en vigueur dans la métropole.

Les délais peuvent être modifiés par décret.

En matière répressive, un décret peut supprimer l'effet suspensif du pourvoi sur les condamnations à l'amende, à la servitude pénale subsidiaire, aux frais et à la contrainte par corps; le décret peut décider que les condamnés à une peine emportant privation de la liberté ne seront pas admis à se pourvoir en cassation, lorsqu'ils ne seront pas actuellement en état ou lorsqu'ils n'auront pas été mis en liberté sous caution, et ordonner que l'acte de leur écrou, ou de leur mise en liberté sous caution, sera annexé à l'acte de recours en cassation.

Le renvoi se fait, soit devant un tribunal ou une Cour de la métropole, soit devant un tribunal ou une Cour de la Colonie.

ART. 3.

Les alinéas 3 et 4 de l'article 29 de la loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo Belge sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les décisions rendues en matière civile et commerciale par les » tribunaux siégeant dans la Colonie et les sentences arbitrales » exécutoires au Congo ont en Belgique l'autorité de la chose jugée » et y sont exécutoires de plein » droit.

» Les actes authentiques exécu-

hof toegekende rechtsmacht, wordt overeenkomstig de in het moederland in voege zijnde regelen, uitgeoefend.

De uitstellen kunnen bij decreet gewijzigd worden.

In betengende zaken kan een decreet het opschorsend uitwerksel van de voorziening tegen de tot boete, tot bijkomenden strafdienst, tot de kosten en den lijfswang uitgesproken veroordeelingen beletten; het decreet kan beslissen dat de veroordeelden tot eene straf welke de berooving der vrijheid medebrengt, niet zullen worden toegelaten zich in verbreking te voorzien, wanneer zij thans niet in staat van gevangenhouding zullen zijn of wanneer zij niet in vrijheid onder borg zullen gesteld zijn geweest, en bevelen dat de akte hunner gevangenzetting of in vrijheid stelling onder borg, bij de akte tot verhaal in verbreking zal gevoegd worden.

De verwijzing geschiedt, hetzij naar eene Rechtbank of een Hof in het moederland, hetzij naar eene Rechtbank of een Hof in de Kolonie.

ART. 3.

Lid 3 en 4 van artikel 29 uit de wet van 18 October 1908, op het Beheer van Belgisch-Congo, worden vervangen door de schikkingen hierna :

« De door de in de Kolonie zetelende rechtbanken, in burgerlijke » en handelszaken gewezen besluiten en de in Congo uitvoerbare » scheidsrechterlijke beslissingen » hebben in België het gezag van » het gewijsde en zijn daar van » rechtswege uitvoerbaar.

» De in de Kolonie uitvoerbare

» toires dans la Colonie sont exé-
» cutoires de plein droit en Bel-
» gique. »

L'alinéa 5 du même article est abrogé.

ART. 4.

La présente loi entrera en vigueur, en Belgique et au Congo, à la date fixée par un arrêté royal.

Dispositions transitoires.

Le Conseil Supérieur du Congo restera saisi des demandes en cassation formées conformément à la législation du Congo Belge avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les pourvois contre les décisions qui ne sont pas coulées en force de chose jugée à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi sont formés conformément aux prescriptions de cette loi.

C'est à la même date que prend cours le délai pour se pourvoir en cassation, si la décision a été signifiée.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 1923.

» authentiekeakten, zijn van rechts-
» wege in België uitvoerbaar. »

Lid 5 van hetzelfde artikel is afgeschaft.

ART. 4.

De tegenwoordige wet zal op de bij een Koninklijk besluit vastgestelde dagteekening, in België en in Congo, in werking treden.

Overgangsbepalingen.

De Hoogere Raad van Congo zal de kennisneming der overeenkomstig de wetgeving van Belgisch-Congo en vóór het in voege treden van de tegenwoordige wet daar gestelde en vóór dezen Raad gebrachte eischen tot verbreking behouden.

De voorzieningen tegen de op den datum van het in voege treden der tegenwoordige wet, niet in kracht van gewijsde gegane uitspraken, worden overeenkomstig de schikkingen uit deze wet daargesteld.

Zoo het besluit beteeekend werd, neemt het uitstel om zich in verbreking te voorzien, op denzelfden datum aanvang.

Gegeven te Brussel, den 27^a Maart 1923.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

*Le Ministre des Colonies,**De Minister van Koloniën,*

LOUIS FRANCK.